

Vol. 45

Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)

Edition Française

Juillet 2004

• CINQUANTE-DEUXIÈME SESSION DU CONSEIL DES MINISTRES ABUJA-NIGERIA, 16 - 17 JUILLET 2004

CONTENU	PAGE
REGLEMENT C/REC.1/07/04 PORTANT DETERMINATION DE LA LISTE D'EXCEPTIONS AU CRITERE DE CLASSIFICATION TARIFAIRE	5
REGLEMENT C/REC.2/07/04 PORTANT ADOPTION D'UNE CONFIGURATION COMMUNAUTAIRE POUR L'INFORMATISATION DES DOUANES A LA CEDEAO	5
REGLEMENT C/REC.3/07/04 SUR LA NOMINATION OU SECRETAIRE ADMINISTRATIF ET DU SECRETAIRE ADMINISTRATIF ADJOINT DU GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL D'ACTION CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT EN AFRIQUE DE L'OUEST (GIABA)	17
REGLEMENT C/REG.4/07/04 PORTANT ADOPTION DE L'ORGANIGRAMME DU GROUPE INTER-GOUVERNEMENTAL D'ACTION CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT EN AFRIQUE DE L'OUEST (GIABA)	18
REGLEMENT C/REC.5/07/04 AUTORISANT LE RECRUTEMENT DE FONCTIONNAIRES AU SECRETARIAT ADMINISTRATIF DU GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL D'ACTION CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT EN AFRIQUE DE L'OUEST (GIABA)	18
REGLEMENT C/REC.6/07/04 PORTANT ADOPTION DU PLAN D'ACTION DU GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL D'ACTION CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT EN AFRIQUE DE L'OUEST (GIABA) POUR 2004-2006	19
REGLEMENT C/REG.7/07/04 PORTANT OCTROI D'UNE DOTATION DE QUATRE VINGT MILLE UNITES DE COMPTE AU PROFIT DU GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL D'ACTION CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT EN AFRIQUE DE L'OUEST (GIABA)	20

Julie 2004	Journal Officier de la CEDEAO	Vol. 45
	DU MANDAT DU DIRECTEUR GENERAL ET DE CELUI IOINT DE L'ORGANISATION OUEST-AFRICAINE DE LA	21
C/REG.1/9/03 ADOPTANT DES I	AVERSION ANGLAISE DE L'ARTICLE 2 DU REGLEMENT MESURES SUSCEPTIBLES DE RENDRE EFFECTIVE, ELERER L'APPLICATION DU PRELEVEMENT	22
REGLEMENT C/REG.10/07/04 AUTORISANT LES COMMISSAIF	RESAUX COMPTES DE LA COMMUNAUTE «COOPERS,	23

LYBRAND & DIÈYE» A CONSERVER LEUR MANDAT AU DELA DU TERME DU 30 JUIN

REGLEMENT C/REC.1/07/04 PORTANT DETERMINATION DE LA LISTE D'EXCEPTIONS AU CRITERE DE CLASSIFICATION TARIFAIRE

LE CONSEIL DES MINISTRES,

VU les articles 10, 11 et 12 du Traité de la CEDEAO portant création du Conseil des Ministres et définissant sa composition et ses fonctions ;

VU le Protocole A/P.1/01/03 du 31 janvier 2003 relatif à la définition de la notion de produits originaires des Etats membres de la CEDEAO et notamment en son article 4:

AYANT A L'ESPRIT les directives de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement données à Dakar le 31 janvier 2003, sur la nécessité de renforcer la coopération engagée dans l'harmonisation des instruments douaniers entre la CEDEAO et l'UEMOA;

DESIREUX d'assurer l'application correcte et objective des conditions de détermination de l'origine des produits;

SUR RECOMMANDATION de la quarante-septième réunion de la Commission du Commerce, des Douanes, de la Fiscalité, de la Statistique, de la Monnaie et des Paiements, tenue à Abuja les 8 et 9 juillet 2004;

EDICTE

ARTICLE 1

Est adoptée la liste d'exceptions ci-jointe, mentionnant les cas dans lesquels le critère de changement de classification tarifaire n'est pas déterminant pour conférer l'origine communautaire.

ARTICLE 2

La liste visée à l'article 1er ci-dessus, comporte les positions tarifaires de la nomenclature CEDEAO, la désignation des produits finis obtenus, et les transformations ou ouvraisons ne conférant pas le caractère des produits originaires.

ARTICLE 3

Le présent Règlement sera publié par le Secrétariat Exécutif dans le Journal Officiel de la Communauté dans les trente (30) jours de la date de sa signature par le Président du Conseil des Ministres. Il sera également publié par chaque Etat membre, dans son Journal Officiel, dans le même délai que dessus.

FAIT A ABUJA, LE 17 JUILLET 2004

POUR LA CONSEIL LE PRESIDENT

DR. KOFI KONADU APRAKU

REGLEMENT C/REC.2/07/04 PORTANT ADOPTION D'UNE CONFIGURATION COMMUNAUTAIRE POUR L'INFORMATISATION DES DOUANES A LA CEDEAO

LE CONSEIL DES MINISTRES,

VU les articles 10, 11 et 12 du Traité de la CEDEAO portant création du Conseil des Ministres et définissant sa composition et ses fonctions ;

VU la Décision A/DEC.3/5/80 du Conseil des Ministres relative à la preuve et à la vérification de l'origine communautaire des produits et aux procédures applicables à la circulation des marchandises à l'intérieur de la Communauté;

RAPPELANT la Décision A/DEC.3/11/82 du 17 novembre 1982 portant règlement pour la codification des régimes douaniers, statistiques et fiscaux de la CEDEAO;

VU la Décision A/DEC.2/6/86 du 30 juin 1986 relative à l'adoption des Statuts organiques du Centre Informatique Communautaire ;

VU le Règlement C/REG.4/8/99 du 20 août 1999 du Conseil des Ministres portant adoption d'une Déclaration en Douane Unique au sein de la CEDEAO;

CONSIDERANT la nécessité de la configuration communautaire pour les besoins de l'informatisation des données douanières et statistiques du Commerce extérieur des Etats membres ;

SUR RECOMMANDATION de la quarante-septième réunion de la Commission du Commerce, des Douanes, de la Fiscalité, de la Statistique, de la Monnaie et des Paiements, tenue à Abuja les 8 et 9 juillet 2004;

EDICTE

ARTICLE 1ER

Est adoptée pour être mise en application par les Etats membres, la Configuration Communautaire pour l'informatisation des douanes, ci-jointe.

ARTICLE 2

La Configuration est constituée de la codification des régimes douaniers, statistiques et fiscaux de la CEDEAO ainsi que de la codification des éléments de données de la Déclaration en Douane Unique (DDU) utilisés dans le calcul des compensations et l'élaboration des statistiques du commerce extérieur.

ARTICLE 3

La Décision A/DEC.3/11/82 adoptée par le Conseil des Ministres le 17 novembre 1982 et portant règlement pour la codification des régimes douaniers, statistiques et fiscaux de la Communauté, est reportée.

ARTICLE 4

Les Etats membres et le Secrétariat Exécutif prendront toutes les dispositions nécessaires pour la mise en application du présent règlement.

ARTICLE 5

Le présent Règlement sera publié par le Secrétariat. Exécutif dans le Journal Officiel de la Communauté dans les trente [30] jours de la date de sa signature

par le Président du Conseil des Ministres. Il sera également publié par chaque Etat membre, dans son Journal Officiel, dans le même délai que dessus.

FAIT A ABUJA, LE 17 JUILLET 2004

POUR LA CONSEIL LE PRESIDENT

DR. KOFI KONADU APRAKU

CODIFICATION DES PAYS et DEVISES

-									
Cugura		Aavede Shoveh	س. له		ב שנים שונים ב	1 000			
	1	אַפרעפעופּ	MR	18	רסטו		= = siun-ese	12	1
אכנוסיפ עני	1	Maunoz, ile		1	Dr.	4			1
_თ.3	- RUE	אפוניויכרפ	WG IV	-	STALEN NEARLY	4	Espações	. 53	
ב אווויפורכם.	4	Marshall, item	WH !		aprog	1		_ 13	
رشعشا		Maroc South	AM.	-	UAS memio	1	במשונה	23	
מ אוויפווכשה	กรถ	אפתפתחפש בע אכות, ופש	dW		COOR SAVACO	_ 03A	בחיום אפספא נוחם	T 3A	
SHEW BE 3	JUN.	BILEN	I IN	100	T celterune	_ ZAC -	El Salvador	_ AS	
CCA 3CE	_ XCE _	MEN.	9 .			.EC3	E370te	. D3	
Ruhyaa	MAR	MAJICAGE		- 100	SUDMINIOU DESP	_ COX_	Cominique	MO	
ETDEWÄ	2011/01	Malam			Franc Cabout	_600	Commissine, Republique	00	
หมูรูกเล	BUN	DISTRICT		-	Courons Can	-3_0_	ביוססתם בחססיים	ro	
בישחב יהשוב	WCF_	мэсэсэгст		-		_XXJ_	Canemark	OK	-
າຄາລວ	CMM	Macecone, ex Rep. Yougestave			ף פנס מונישע	_q::0		CD	-
Paged	MCP	Macao		-	אנתוחם כינטווו	-XRH	Crosse	HR	7
03	בניצ	puodrigues		-	CFA JCEAO	_XCF _	כיום מואכתם	10	-
ີຄອງ	ריח	Liusine	1-m-	- 88	RD nowD	ַכצכַ.	בינוש אוכם	82	-
בשעב אחמו	CHE	Cecusian		-	WCD NOTE C.	_MdM	ברופפ, אפם אים ביות.	KP -	-
פונישת וופלבנ	רגם		<u> </u>		MOR	KRW	Corea, Republique de		-
S ibenen			+		gisbnsiss-oon &	DZW	Cocit, iles	- RJA	-
SEIENED. 3		Locas	רציין	180	בושונה כמחקמופום	CDE	Congo, Rea Democrascue	_ XO	
	95	uecy	E		CFA BEAC	ZAF	Conga (Brazzawile)		-
	- AVJ		רא		הפחסרוכם בתהויה	KWE		_50	
	757	רבפכמים	57		Peso Caiomoie		Comores	_WM	_
אנם	באא	בוכנו, לפם, לפה הככעופות	n		S autratien	_ q55	Calomore	_00	
Crist rewer	DWX	YCMEIL	NO		E CTYPICLE	_0JA	cocca, Keening), les	_20	
ב שונים וכח	DUA	ולהפפם	Di	100	5 augustien	_675_	aud/it/D	_ 40	_1
mos	KC2	אַרעלעידנאַנאַע	KG		אבח הפווחום	_ our	Chaumas, 1e 'Aususire)	_xo	7
בליוונותם יפה	KES	Kerna	XE			_CAL_		CN	
8507	:3	עפיבאניפע			ף פשם פנו כלווו	_ حتى _		75	\neg
ריטפו יכובפו	00:	Crosmie	_ <u>_</u>	100	C:X 3EAC	_ 37X	Centrameure, Penunique	= 30	-1
אפון מסמניפה	YAL		0:		בפרומם כו	_3/D	T30-057	- 13	٠-١
ב מתשוכשות	OM.	Jacon	_ dî		S Canadien	כדם	Caraca	_12	+
פרים		andrewer.	_W.		CFA 3EAC	34%	ראוווואסטון	_wo	\dashv
ACLYERU S	RUE	Pilisi			B:R	KHR	Cambooge		1
	_ בזי	PES	ור		5 ites Calmans	ואס	Calmana, les	_HY	-4
ב פיתבתונם	12:	SOJEISI	SI		במתוחב שוניונם	715		_ 134	4
07.3	'RLE	ווופונפ	3'		C=4 3CE40		- Briting	_15	1
אומו וצוה	RR:	וופח, אפטעטווכעפ צופוחוכעפ ז'	'B'		A=7	_30X	DZE - ENIMAB,	TRE	!
בותבר ישמופה	05:	XEJI	וס		Brune st Z	_3פר	gmdsue	_SE_	_]
קרבופת -	RO.	Sizeroon	3:			ONB		_ NE_	
אכנבפ רבצי	NN:		_		Real	JRE _	isase	RE	
ל זוהפחכבות	250	וופב עופגלבם בכם בקברים:			רכשתבחות פחום	_ NOK_	BCLVEL :e	_VE	7
ב שר פורשות	250	בפרוטעבועב בפטופון בפון			59	- GWE	BCZWana	WE	1
ב זע פניבוע	CSU		_ <u>9</u>	,	Mark Zinverace	- MAE	ובכבעום הברבקביונם	AE	7
ב בנוע במולבב	•	Tiles Wineures Edignees EU!	_WD_		ופכוותושנים	BOB	BCIIVIE	DE	-1
	. รา	= = = = = = = = = = = = = = = = = = =	Uh		ואמומתש	MIE	ופעסתפע	7.8	-
הוכיחבל.		ואַכּויק-אַכוּיק	HK		zabuma£ 21	OWE	demices	ME.	⊣
		אכהכנותג	NH		וכבא פכבאכ	XCF	וְבַּפּעוֹע		\dashv
	_ סקר	אפשתם מו 'אכב בהפום, 'פש	MH		15 36128	CZE	Benze	_:E_	\dashv
	DTH	CIEH	TH		ברים	ALE	Secione	_ZE_	\dashv
0.3	RUB	קרושונה השומונה	CE		אכנומופ פפומונב	AY6		_36	-
בובחפתוב ל.	CAD	CURSE	CA		5 320308	COC	rinela8:	YE	_
CEN JEAC	MX.	רושובה כלותוביום	DĐ				- Idarcace	_88_	1
CFA BCEAC	ZOY	Cunee dissau	CM		Libra Sandi	108	gendisceru	_OB_	
ון שעב לחוטבת	CME	Cunter			Cinar Santin	OHB	name8	HE	
(Cuerza	CLK	Guatina	CM		Samenes 2	OSB_	zemene8,	ZE_	
NEDUBUR SI	DED	Guam	15		Manat	PIZA	nsied/65A	ZA	
DEC	RUB		UD.		ובחנם	RUB	Aunche	TA	
Pri Burnano		Cuacaouse	<u>_</u>		Caurane S	DUA	ALEGERA	UA	7
COROLLE CA	_000	Crosmand	CE		בסנות לאתנפו	DMY	EDITA	MY	7
12 CR. SOCIES CEL	TOX.	Cristade	00		ಬಾಲ	DIMA	Simemic	MA	7
. No 0023		Grece	149	2 24	Pero agunta	SPA	l Arganana	MA	-
MESSEND St. 3	_dfD_	CHARL	Ð		Miss sacucien	PAR	Arabie Sautorie	AR	-
(तवा द्रायावका	CHC	Ghana	HD CH		ון מונט כפים או		Sacrementaly saligna		-
		הפסוקה בעבוצה בפחמות ביום	C2		12 CRISTORS CE			MA	-
וראו	BD	දෙනව	SD		2	COX	South the second	DY	-
Casa.	CMD	Gamae	GM		इन्द्राव्यक्त	600	אַריבורנים	Dr	-
CFA BEAC	34%	Gabon					Shupak	T	_
DATE:		20UE-4	AD.		EZIRW.X			01	_
בתם		The state of the s			השביבים אחכנותה	30r		Or	_
LDIED; \$1		SOURCE	1		ובתם	RUS		30	
ולשותחוש לשו			13		ונינש הלפנושו	CZ0 1	Algeria	ZO	
	OKK	291, 2012-7	D-3		ורפונ	774	SINESK!	TY	•
DUEDUE J SON S	द्रभन	Fabitiand, iles - Maivinast	N-L		ואפטם	222	ואושלתם כת ברק	17	•
Tilbi	513	ETRODIS	13		ואוכנופעו	A34	nevernerapiAi	₹V	•
DEMED 1	Code	EAEd	COCE		the same of the last of the la	Cade	THE RESERVE OF THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NOT THE OWNER, THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NAMED IN COLUMN	epc-	
						5500		450	

CODIFICATION DES PAYS et DEVISES

				ונ שונים המפנים ו	dHS !	ו בשותום הפופהם	MS .
ול בורכובאכפה	DMZ	<u> 2سعوسو</u>	MZ	SEE EBOILES C	COX	וצאות לוחכות מינם לתחופורפו	[\c]
	XXZ I		N2	أجتو	בחש	בשות היות מי יהקנימכה	nd]
			ñ	05:31	ยกล 1	NETEN JUNES	ws]
ינושא אכעקס.	MJY T		i i	12 CENTIDOS CES	COX	SANT SEED ST NEWS	- אמ
אוא אפהפהופ	- 논크스		AK.	יכיתישה ביאט	OVW	ופונישם ככבנישו	H2
1030tars 2053	-36X		_	ונישניי.אפעכאפ		RNAMES	WA
[במק	ַ אַאס 📜		NA -		_=W5 }	אניבשה בכפושפנה כפ	UR.
	E3V 7		ĐŸ ⁻	ואכטבופ תובופ	"אטא"	Hoyaume-um	
	ר" בניא	ייאפנינות בשות ביפקפי	AV -	Dunet 3	_q52	Hounzme	_65 -
.msV ₁	VUV T	175U15Vi	UV T	הפחוס: ניולן	ביבר_		_5g
אביטיי סבים	_nun	וֹלות בְּנִישׁאַ	<u>'\u</u>	<u>5.3</u> ,	_RUBi	Reunich	_ 3£
SIMM	HAU I	יוֹאַנוּהוּפּ	AU_	गडाडा इस्त	_53.5i	C15t	- 'w
naustus 2.	באנם !	חופאחון	٠		_8 <u>7</u> 5	الاينتين المنتجا	_ 74
3.	ו ישר	antin	XI	ול זוניפווכאונו	asu i	ವಾಗಿ ಜ್ಞಾಗ್ಗ	_pc
اع علاقتحال	מצח	EST RECORD SERVICES	D1	פאסמטבר אביין	zdY.	المالادفاة المديناة	_ se
ZEUEY.	MW.	ון העניפוואט	N.	التعالم	754	ಕಾಭಾಜಕಗ	16
uanio, seu:j.	באנב .		N' 1	SIEDURES CO. S.	□ZN	marig	NE
יום בכפלם		בשבב או מפסינים		ישלפס בעוווכפוע	drid	ຮວບເວລາແ _ສ ູ່ປ	Hig
E21.E4.	. — -	E5.02.1	01	NCTACER 2CI	Nac	nousd	35
	್ವಾ	-12 Care	יע ד	0.3	KSC _	P3V9-645	אר
i estrator 2	_ 	ESC:		ເພຍກາງ	_ 5.15 Dàc	APRIDERA	مد
2:52:7:2	- 50x - 7		- 3:			Pania Novelle Lance	- 52
-y 1: 0232	ب عطا_ ن		ــــــــــــــــــــــــــــــــــــــ	עייט פ		FIRE	
:we	_타노 _!	Spring		- 3210CS	_ <u>54</u> 5		- AG -
:	_ 40;!	בשנובחובי בשובבנה בשוהן	_라			ने अस्त्रकात, उत्तास्त्रात्त्र उट्टावर	S.e
יעמתם	<u> </u>	ונשופבנופ. לפבומוכופ	₽	ול פתיפתכשות		nence	Me
	-77	DE:231	-	הבצענה. פטעסא	RINE	UESTIFE!	P
ולאווויום בתיבורם	521_1	SUZZE	_21	פתש	520	עמשפוניים	
MCCALST ! SIM!	DN1 1	DAILL SE SEINER, MEWIST	M	Stating Cognition	XDU	ו באנצאת	
Somon	Still	1 SCHOOL	. [1	STETTO IEST	SIMO	רוופוו	<u>CM </u>
E shoeme	dis 1	ושעות אפשונופנים אושטע	AS	S STREET	OSN	לכצאו :תכונות בחונמות בחומת	
material in	75	SMEETING	75	2 000-19:5UC912		MOUVEILE ZHENCE	ZN
CONGRES USA	MCK	CHARM IN OH IN DECEMA	75	4:೧೨ಡಾಗ	deX	MOUNTING CENTROLING	
Picers Sunname	276	Summe	245	CONCRAS UCIA	NCK	SOPARON	
- TEN 324		20220	Ю	S STUSPEN		Si. August.	
COLUMN SURCE	- 100	eceps	36	SEDURIT COUR	DUA	enow	
COLD AC COLDS	XES	ENET US			TZN_	gusta.	
	-001			2.700	NON	, ség.	_
The section of	005	UEDROS	-Œ-	CY-A BCEAG	#DX		
Service primes	_z::2:	Southe	<u> </u>	െ) ജ്യോഗ	DIN	enderen,	
- ED1	115	acaus:	_15	Manne Cu Heam		FOST,	
SAN STREET	_206	andead(S)	_38	TOWNERS &		n/nex	
TOTAL NO S	_025_	(Sudacours	25	SOMEN SO S	DVN	900037	
- eves)	_75	90007, 219(5)	75	SE AY	MINN	RUITA	Y: MIN
אסנסא בפוכו	352	اكسحاهاها	38	(COCO)	NZN	אכבועטפרפ	Y: 200
DASDEA SOI	30X	esaus	NS	NO FRORES		35TB(2)TO	V. SW
COOL	OLS	ומשם בן שבונספ	25	min.		Acopore	
E#1	MAZ	Sames	SN.	OF:		COEUD	
2 STURLES	asu	בשעכש אַשפעכשעפּב	24	SWEDISH: NOT		אומוכשיים. אפשונווקטום כפ	
COLLEGE SAGE		Salomon, Jes				MCCONCING, 2213 7-200753 CB	
III WORKE S	OBS		<u>B\$</u>				, , , , , , , , , , , , , , , , , , ,
		Same Lice	ກ	nesign of	NOOK .	PROCESS:	Y!XN

CODIFICATION MODES ET TITRES DE TRANSPORTS

Code	Mode de transport	Mode of Transport
1	Transport maritime	Sea Transport
2	Transport par chemin de fer	Rail Transport
3	Transport par route	Road Transport
4	Transport par air	Air Transport
5	Envois postaux	Mail
6	Transport mixte	Multimodal Transport
7	Installations de transport fixes	Fixed Transport
8	Transport par navigation intérieure	Inland waterway
9	Autres-moyens de transport	Other Transport

Codification des Régimes Douaniers

·	Procédures générales
0	Reserve
1	Expendition definitive
2	Exportation :emporaire
3	Ré-exportation
4	Mise à la consommation
5	Admission et Importation temporaire
6	Ré-importation
7	Entrepôt
8	Transit
3	Autres procedures

CCM :	Exportation intra-communautaires
CCM 2	Exportation temporaire intra-communautaires
CCM 3	Re-exponation intra-communautaires
CCM 4	Mise a la consommation intra-communautaires
CCM 5	Admission et Importation temporaire intra-communautaires
CCM 6	Re-importation intra-communautaires
CCM 7	Entree intra-communautaires en entrecôt
EK:	Execuation
EKZ	Executation temperaire
EX 3	Re-exponation
EX 3	Transit à l'export
EX 9	Autres procedures d'export
:M ÷	Mise a la consommation
iM 5	Importation Temporaire
IM S	Ré-importation
IM 7	Entree en entrepôt
iM 3	Transit a l'import
IM 9	Autres procedures d'import

Régimes sollicités			
10	Exportation définitive		
19	Autres cas d'exportation définitive		
20	Exportation temporaire ordinaire		
21	Exportation temporaire speciale (mat. entreprises)		
22	Perfectionnement passif (ouvraison, reparation)		
30	Ré-exportation		
39	Autres ré-exportation		
40 .	Mise a la consommation		
49	Autres cas de mise à la consommation		
50	Admission temporaire ordinaire		
51	Admission temporaire spéciale (mat. entreprises)		
52	Perfectionnement actif (ouvraison, reparation)		
53	Importation temporaire		
60	Re-importation		

70	Entrepôt de stockage
71	Entrepăt industriel
30	Transit national
3:	Transpordement
9C	Cacotage
31	Régimes suspensifs simplifies
92	Zone franche commerciale
23	Zono (mnono industriallo

	Régimes précèdents -				
00	Directe				
20	En suite d'exportation temporaire ordinaire				
21	En suite d'exportation spéciale				
22	En suite de perfectionnement passif				
50	En suite d'admission temporaire ordinaire				
51	En suite d'admission temporaire speciale				
52	En suite de perfectionnement actif				
53	En suite d'importation temporaire				
7 C	En suite d'entrepôt de stockage				
7:	En suite d'entrecôt industrie!				
92	En suite de zone franche commerciale				
93	En suite de zone franche industrielle				

	Régimes étendus
1CCC	evitinitet notation
1021	Exportation définitive en suite d exportation temporaire promaire
1022	Exportation definitive an suite d ET pour perfectionnement
1900	Autres cas d'exponation définitive
2000	Exportation temporaire ordinaire
2100	Exportation temporaire speciale (materiels d'entreprises)
2200	ET pour perfectionnement passif (ouvraison, reparation, transformation)
3050	Re-exportation en suite d'admission temporaire ordinaire
3051	Re-exportation en suite d'admission temporaire speciale
3052	Re-exportation en suite d'AT pour perfectionnement actif
3053	Re-exportation en suite d'importation temporaire
3070	Ré-exportation en suite d'entrepôt de stockage
3071	Ré-exportation en suite d'entrepôt industnel
3992	Autres ré-exponation en suite de zone franche commerciale
3993	Autres re-exportation en suite de zone franche industrielle
4CC0	Mise à la consommation directe
41C0	Drawback
4050	Mise à la consommation en suite d'admission temporaire ordinaire
4051	Mise a la consommation en suite d'admission temporaire speciale
4052	Mise à la consommation en suite d'AT pour perfectionnement actif
4053	Mise à la consommation en suite d'importation temporaire
4070	Mise à la consommation en suite d'entrepôt de stockage
4071	Mise a la consommation_en suite d'entrepôt industriel
4900	Autres cas de mise a la consommation
4992	Autres cas de mise à la consommation en suite zone franche commerciale
4993	Autres cas de mise à la consommation suite zone franche industrielle

5000	Admission temporaire ordinaire
5070	Admission temporaire ordinaire en suite d'entrepôt de stockage
51CO	Admission temporaire speciale (materiels d'entreprises)
5170	Admission temporaire speciale en suite d'entrepôt de stockage
52CO	AT pour perfectionnement actif (ouvraison, réparation, transformation)
5270	AT pour perfectionnement actif en suite d'antrepot de stockage
5300	Importation temporaire
5353	Transfert d'Importation temporaire
5370	Importation temporaire en suite d'entrepôt de stockage
6020	Ré-importation en suite d'exponation temporaire ordinaire
6021	Ré-importation en suite d'exportation spéciale
6022	Ré-importation en suite de perfectionnement passif
7000	Entrée en entrepôt de stockage
7050	Entree en entrepôt de stockage en suite d'AT ordinaire
7051	Entrée en entrepôt de stockage en suite d'AT speciale
7052	Entree en entrepôt de stockage en suite d'AT perfectionnement actif
7053	Entrée en entrepôt de stockage en suite d'importation temporaire
7070	Mutation d'entrepôt de stockage
7100	Entree en entrepot industriel
2000	Transit national
31C0	Transcordement
9000	Carotage
91C0	Régimes suscensifs simclifiés
9200	Entrée en zone franche commerciale
9300	Entree en zone franche incustreile

CODIFICATION DES INCOTERMS

C. WCRKS named clace)	EXN	CARRIAGE AND INSURANCE PAID TO (named place of destination)	
L'USINE lieu convenu)		PCRT PAYE, ASSURANCE COMPRISE, JUSQU'AU (point de destination conventi)	C :
FREE CARRIER (named place)	FCA	DELIVERED AT FRONTIER (named place)	
FRANCO TRANSPORTEUR (lieu convenu)	rua 	RENDU FRONTIERE (lieu convenu)	D۰
FREE ALONG SHIP (named port of shipment)	FAS	DELIVERED EX SHIP (named con of deschapen)	• - • •
FRANCO LE LONG DU NAVIRE (port d'emparquement convenu)		RENCU EX SHIP (por de destination convenu)	C:
FREE ON BOARD (named port of smoment)		DELIVERED EX QUAY (DUTY PAID) (names con of destination)	
FRANCO BORD (port d'ambarquement convenu)	FOB	RENDU A QUAI (DROITS ACQUITES) (part de cestination convenu)	Dê
COST AND FREIGHT (named port of cestination)		DELIVERED DUTY UNPAID (named place of Jestinabon)	
CCUT ET FRET (port de destination convenu)	CFR	RENDU ORCITS NCN ACQUITTES (lieu de destination convenu)	C:
COST, INSURANCE AND FREIGHT (named port of destination)		DELIVERED DUTY PAID (named place of destination)	or Gregor w.
COUT, ASSURANCE ET FRET (port de destination convenu)	CIF	RENDU DROITS ACQUITTES (lieu de destination convenu)	D:
CARRIAGE PAID TO (named place of destination)		DELIVERED TERMS OTHER THAN THOSE LISTED ABOVE (narranse description of delivery terms)	
PORT PAYE JUSQU'A (fieu de destination convenu)		CONDITIONS DE LIVRAISON AUTRES QUE CELLES LISTEES CI-DESSUS (description des canditions de livraison)	X.

CODIFICATION DES CODES ADDITIONNELS

	Code additionnels (Premier chiffre)					
0	Régime commun					
1	Privilèges diplomatiques	Privilèges Diplomatiques Instituts et Ecoles (Convention de Florence) Organisations Internationales et Régionales				
2	Déménagements et Effet Personnels	Déménagements Effets personnels Franchises accordées aux voyageurs				
3	Incitation à l'Investissement	Code de Investissements Code minier et autres codes sectoriels Sociétés Conventionnées BOT (Build Operate Transfer)				
4.	Financements Extérieurs	Marchés Publics Accords et Projets				
5.	Dons et Aides	Dons aux œuvres sociales et associations de développement Dons destines à la Croix Rouge Dons à caractère social et culturel				
6.	Organisations Non Gouvernementales					
7.	Exonérations conditionnelles	Echantillons Commerciaux Objets Religieux Cercueil contenant des dépouilles Documents sans valeur commerciale				
8.	Produits ordinaires CEDEAO	Produits entièrement obtenus. Produits suffisamment ouvres ou transformes (changement de position tarifaire; poucentage de la valeur ajoutée)				
9.	Produits ordinaires UEMOA	Produits entièrement obtenus; Produits suffisamment ouvrés ou transformés (changement de position tarifaire: pourcentage de la valeur ajoutée)				

DROITS ET TAXES / OUTIES AND TAXES

Codes	Libelles	Labels
001	Droit de douane	Import Duty
002	Préièvement Communautaire	Community Levy
003 TVA		VAT

Unités complémentaires / Complementary Units

Code	Unité complémentaire	Unit of measurement
01	Gramme	! Gramme
02	Kilo net	i Kilo net
03	Quinmi	! Quintal
04	Tonne nette	Tonne net
05	Tonnerbute	! Tonne gross
06	Kilo 1/2 brut	Kilo half gross
07	Kilo brut	Kilo gross -
08	Mètre	Metre
09	Centimètre	Centimerre
10	Litre	Live
11	l Demi-litre	Half litte
12	Litre d'aiccol pur	Litre of pure alcohol
13	Hectolitre	! Hectolitre
14	Hectolitre d'alcool pur	Hectolitre of dure alconol
15	! Mètre sube	Cubic metre
<u>ló</u>	: Kilowart	Kilowan
17	Kilowatcheure	Kilowatchour
13	· Cylindree:cm3	Cylinder:cm3
19	- Cylindree puissance fiscale	Cylinderinorse power
	: Paire	Pair
- 21	Nombre ou unité	Number or unit
22	Carat	Carat
_23	boite	Зох
	ICAF	: CiF value
25_	FOB	FOB

REGLEMENT C/REC.3/07/04 SUR LA NOMINATION OU SECRETAIRE ADMINISTRATIF ET DU SECRETAIRE ADMINISTRATIF ADJOINT DU GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL D'ACTION CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT EN AFRIQUE DE L'OUEST (GIABA)

LE CONSEIL DES MINISTRES,

VU les articles 10, 11 et 12 du Traité de la CEDEAO portant création du Conseil des Ministres et définissant sa composition et ses fonctions ;

VU la Décision A/DEC.9/12/99 du 10 décembre 1999 portant création du Groupe Inter-Gouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique (GIABA);

VU la Décision A/DEC.B/12/00 du 16 décembre 2000 portant adoption des statuts du GIABA;

CONSIDERANT que les lenteurs observées dans la nomination du Secrétaire Administratif et du Secrétaire Administratif Adjoint du GIABA n'ont pas permis son fonctionnement adéquat, et ont affecté son efficacité :

CONSCIENT qu'un retard prolongé des nominations aux postes ci-dessus indiqués pourrait être perçu comme un manque de dynamisme de la CEDEAO dans la lutte contre la blanchiment d'argent, et pourrait être dommageable, à ses intérêts et à ceux de ses Etats membres;

PRENANT ACTE des informations communiquées par le Secrétaire Exécutif sur les candidatures que lui ont formellement transmis la République Fédérale du Nigeria et la République du Sénégal pour les postes de Secrétaire Administratif et de Secrétaire Administratif Adjoint du GIABA et sur les initiatives du Président en exercice de la Communauté relativement à la nomination de ces fonctionnaires;

DESIREUX de mettre fin aux activités temporaires de coordination du GIABA;

SUR RECOMMANDATION de la deuxième réunion statutaire du Comité ministériel ad hoc du GIABA, qui s'est tenue à Dakar le 25 juin 2004;

EDICTE

ARTICLE 1ER

Seront nommés aux postes de Secrétaire Administratif et de Secrétaire Administratif Adjoint du GIABA, à titre exceptionnel, les candidats choisis par les Etats membres auxquels ces postes auront été attribués par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement.

ARTICLE 2

Le Président du Conseil des Ministres, agissant au nom du Conseil, procédera à la nomination des fonctionnaires visés à l'article 1er ci-dessus, pour une période de quatre (4) ans à compter de leur prise de fonction.

ARTICLE 3

Le présent Règlement sera publié par le Secrétariat Exécutif dans le Journal Officiel de la Communauté dans les trente (30) jours de la date de sa signature par le Président du Conseil des Ministres. Il sera également publié par chaque Etat membre, dans son Journal Officiel, dans le même délai que dessus.

FAIT A ABUJA, LE 17 JUILLET 2004

POUR LA CONSEIL LE PRESIDENT

DR. KOFI KONADU APRAKU

REGLEMENT C/REG.4/07/04 PORTANT ADOPTION DE L'ORGANIGRAMME DU GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL D'ACTION CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT EN AFRIQUE DE L'OUEST (GIABA)

LE CONSEIL DES MINISTRES,

VU les articles 10, 11 et 12 du Traité de la CEDEAO portant création du Conseil des Ministres et définissant sa composition et ses fonctions ;

VU en particulier l'article 10 paragraphe 3 (f) du Traité qui autorise le Conseil des Ministres à approuver la structure organisationnelle des Institutions de la Communauté;

VU la Décision A/DEC.9/12/99 du 10 décembre 1999 portant création du Groupe Inter-Gouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique de l'Ouest (GIABA);

VU la Décision A/DEC.6/12/00 du 16 décembre 2000 portant adoption des statuts du GIABA;

DETERMINE à doter le GIABA de la capacité institutionnelle nécessaire pour lutter efficacement contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme ;

DESIREUX de permettre au Secrétariat Administratif du GIABA d'atteindre les objectifs de son Plan d'Action et à cet effet, de mettre en place, une structure efficace et fonctionnelle :

SUR RECOMMANDATION de la deuxième réunion statutaire du Comité ministériel ad hoc du Groupe Inter-Gouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique de l'Ouest (GIABA) qui s'est tenue à Dakar le 25 juin 2004;

EDICTE

ARTICLE 1ER

L'organigramme du GIABA ci-joint est adopté.

ARTICLE 2

Le présent Règlement sera publié par le Secrétariat Exécutif dans le Journal Officiel de la Communauté dans les trente [30] jours de la date de sa signature par le Président du Conseil des Ministres. Il sera également publié par chaque Etat membre, dans son Journal Officiel, dans le même délai que dessus.

FAIT A ABUJA, LE 17 JUILLET 2004

POUR LA CONSEIL LE PRESIDENT

DR. KOFÍ KONADU APRAKU

REGLEMENT C/REC.5/07/04 AUTORISANT LE RECRUTEMENT DE FONCTIONNAIRES AU SECRETARIAT ADMINISTRATIF DU GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL D'ACTION CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT EN AFRIQUE DE L'OUEST (GIABA)

LE CONSEIL DES MINISTRES.

VU les articles 10, 11 et 12 du Traité de la CEDEAO portant création du Conseil des Ministres et définissant sa composition et ses fonctions ;

VU en particulier l'article 10 paragraphe 3 (f) du Traité qui autorise le Conseil des Ministres à approuver la structure organisationnelle des Institutions de la Communauté;

VU l'article 18 paragraphe 5 du Traité sur la nomination de personnel professionnel et les dispositions pertinentes du Statut et Règlement du Personnel sur le recrutement du personnel des Institutions de la Communauté;

VU la Décision A/DEC.9/12/99 du 10 décembre 1999 portant création du Groupe Inter-Gouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique de l'Ouest (GIABA);

VU la Décision A/DEC.B/12/00 du 16 décembre 2000 portant adoption des statuts du GIABA;

CONSIDERANT la nécessité d'assurer l'efficacité du GIABA, dans la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, et en conséquence, de prendre les mesures urgentes pour assurer le démarrage effectif des activités de son Secrétariat Administratif:

DESIREUX de pourvoir à cet effet, certains postes dès la nomination du Secrétaire Administratif et du Secrétaire Administratif Adjoint du GIABA;

SUR RECOMMANDATION de la deuxième réunion statutaire du Comité ministériel ad hoc du Groupe Inter-Gouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique de l'Ouest (GIABA) qui s'est tenue à Dakar le 25 juin 2004;

EDICTE

ARTICLE 1ER

Sont autorisés, les recrutements de fonctionnaires ci-après, qui serviront au Secrétariat Administratif du GIABA:

- Un (1) Chargé de Programme Formation de grade P5
- Un (1) Chef de Division Administration et Finances P5
- Un(e) (1) Secrétaire bilingue, trilingue de préférence (Français, Anglais, Portugais).

ARTICLE 2

Les recrutements des fonctionnaires cités à l'article 1er ci-dessus interviendront dès la nomination du Secrétaire administratif et du Secrétaire Administratif Adjoint du GIABA.

ARTICLE 3

Le présent Règlement sera publié par le Secrétariat Exécutif dans le Journal Officiel de la Communauté dans les trente (30) jours de la date de sa signature par le Président du Conseil des Ministres. Il sera également publié par chaque Etat membre, dans son Journal Officiel, dans le même délai que dessus.

FAIT A ABUJA, LE 17 JUILLET 2004

POUR LA CONSEIL LE PRESIDENT

DR. KOPI KONADU APRAKU

REGLEMENT C/REC.6/07/04 PORTANT ADOPTION DU PLAN D'ACTION DU GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL D'ACTION CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT EN AFRIQUE DE L'OUEST (GIABA) POUR 2004-2006

LE CONSEIL DES MINISTRES,

VU les articles 10, 11 et 12 du Traité de la CEDEAO portant création du Conseil des Ministres et définissant sa composition et ses fonctions ;

VU la Décision A/DEC.9/12/99 du 10 décembre 1999 portant création du Groupe Inter-Gouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique de l'Ouest (GIABA);

VU la Décision A/DEC.6/12/00 du 16 décembre 2000 portant adoption des statuts du GIABA;

RESOLUMENT engagé à s'attaquer fermement au phénomène du blanchiment d'argent et à celui du financement du terrorisme ;

CONSCIENT de la nécessité d'entreprendre des efforts concertés et harmonisés, en vue d'apporter des réponses appropriées à ces phénomènes ;

DESIREUX à cet effet, de redynamiser le GIABA par l'adoption d'un plan d'action pour la période 2004-2006 ;

SUR RECOMMANDATION de la deuxième réunion statutaire du Comité ministériel ad hoc du Groupe Inter-Gouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique de l'Ouest (GIABA] qui s'est tenue à Dakar le 25 juin 2004;

EDICTE

ARTICLE 1ER

Est adopté, le Plan d'action du GIABA, pour la période 2004-2006, ci-joint.

ARTICLE 2

Le Secrétaire Administratif du GIABA rendra compte par l'intermédiaire du Secrétaire Exécutif de la CEDEAO, à chaque session du Conseil, de l'état de mise en œuvre du Plan d'Action, et des difficultés éventuelles rencontrées.

ARTICLE 3

Le présent Règlement sera publié par le Secrétariat Exécutif dans le Journal Officiel de la Communauté dans les trente (30) jours de la date de sa signature par le Président du Conseil des Ministres. Il sera également publié par chaque Etat membre, dans son Journal Officiel, dans le même délai que dessus.

FAIT A ABUJA, LE 17 JUILLET 2004

POUR LA CONSEIL LE PRESIDENT

DR. KOFI KONADU APRAKU

REGLEMENT C/REG.7/07/04 PORTANT OCTROI D'UNE DOTATION DE QUATRE VINGT MILLE UNITES DE COMPTE AU PROFIT DU GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL D'ACTION CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT EN AFRIQUE DE L'OUEST (GIABA)

LE CONSEIL DES MINISTRES,

VU les articles 10, 11 et 12 du Traité de la CEDEAO portant création du Conseil des Ministres et définissant sa composition et ses fonctions :

VU la Décision A/DEC.9/12/99 du 10 décembre 1999 portant création du Groupe Inter-Gouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique de l'Ouest (GIABA);

VU la Décision A/DEC.6/12/00 du 16 décembre 2000 portant adoption des statuts du GIABA;

VU le Règlement C/REG. 10/07/04 du 17 juillet 2004 portant adoption du Plan d'Action du GIABA pour la période 2004-2006 ;

RESOLUMENT engagé à s'attaquer fermement au phénomène du blanchiment d'argent et à celui du financement du terrorisme :

CONSCIENT de la nécessité d'entreprendre des efforts concertés et harmonisés, en vue d'apporter des réponses appropriées à ces phénomènes :

CONVAINCU de la nécessité de financer les activités inscrites dans le Plan d'Action du GIABA au titre de l'année 2004, afin de permettre l'exécution de son calendrier pour la période 2004-2006, et d'atteindre les objectifs fixés pour la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans l'espace CEDEAO;

DESIREUX d'octroyer à cet effet, une dotation financière exceptionnelle au profit du GIABA;

SUR PROPOSITION de la deuxième réunion statutaire du Comité ministériel ad hoc du Groupe Inter-Gouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique de l'Ouest [GIABA] qui s'est tenue à Dakar le 25 juin 2004;

SUR RECOMMANDATION de la trente-et-unième réunion de la Commission de l'Administration et des Finances tenue à Abuja du 12 au 14 juillet 2004 ;

EDICTE

ARTICLE 1^{ER}

Une dotation de quatre vingt mille unités (80.000 UC) est octroyée au profit du GIABA, pour lui permettre de fonctionner d'ici à la fin de l'année 2004.

ARTICLE 2

La dotation financière mentionnée à l'article 1er cidessus proviendra des ressources du prélèvement communautaire.

ARTICLE 3

Le Secrétariat Administratif du GIABA élaborera pour l'exercice 2005 et pour les exercices futurs, un projet de budget qu'il fera adopter conformément aux dispositions de l'article 69 paragraphe 3 du Traité de la CEDEAO.

ARTICLE 4

Le présent Règlement sera publié par le Secrétariat Exécutif dans le Journal Officiel de la Communauté dans les trente (30) jours de la date de sa signature par le Président du Conseil des Ministres. Il sera également publié par chaque Etat membre, dans son Journal Officiel, dans le même délai que dessus.

FAIT A ABUJA, LE 17 JUILLET 2004

POUR LA CONSEIL LE PRESIDENT

DR. KOFI KONADU APRAKU

REGLEMENT C/REG.8/07/04 PORTANT RENOUVELLEMENT DU MANDAT DU DIRECTEUR GENERAL ET DE CELUI DU DIRECTEUR GENERALADJOINT DE L'ORGANISATION OUEST-AFRICAINE DE LA SANTE (OOAS)

LE CONSEIL DES MINISTRES,

VU les articles 10, 11 et 12 du Traité de la CEDEAO portant création du Conseil des Ministres et définissant sa composition et ses fonctions ;

VU le Protocole A/P2/7/87 portant création de l'Organisation Ouest-Africaine de la Santé (OOAS) en tant qu'Institution spécialisée de la CEDEAO et en tant qu'unique organisation de la santé de la sous région ;

VU l'article 1er , paragraphes 2 et 4 dudit Protocole relatif à la nomination du Directeur Général et du Directeur Général Adjoint de l'OOAS par le Conseil des Ministres sur recommandation de l'Assemblée des Ministres de la Santé de l'OOAS ;

RAPPELANT les Règlements C/REG.6/12/99 et C/REG. 10/12/99 nommant respectivement le Dr. Kabbah T. JOINER, Directeur Général et le Professeur Moussa Adama MAIGA, Directeur Général Adjoint pour un (1) mandat de quatre [4] ans;

CONSIDERANT que les mandats du Directeur Général et du Directeur Général Adjoint de CODAS sont arrivés à expiration, respectivement le 24 février 2004 et le 1er mars 2004;

VU la Décision A/DEC.3/7/91 sur l'évaluation et la performance des fonctionnaires statutaires de la Communauté, qui prescrit l'évaluation annuelle des fonctionnaires statutaires à l'exception du Commissaire aux Comptes;

CONSIDERANT les éléments de la réunion des Ministres de la Santé qui s'est tenue à Banjul les 17 et 18 juillet 2003, et qui font état du rendement satisfaisant du Directeur Général et du Directeur Général Adjoint de l'Organisation Ouest-Africaine de la Santé (OOAS);

NOTANT que les fonctionnaires statutaires de l'OOAS devraient être normalement évalués par la structure appropriée d'évaluation de leur rendement;

DESIREUX de s'assurer que l'administration et la gestion de l'Organisation Ouest Africaine de la Santé

et la mise en œuvre de ses programmes ne soient ni interrompues ni compromises, en raison de vacance au niveau de sa direction :

EDICTE

ARTICLE 1ER

Le mandat du Directeur Général et celui du Directeur Général Adjoint de l'Organisation Ouest Africaine de la Santé sont renouvelés pour un second mandat de quatre [4] ans à compter respectivement du 25 février 2004, et du 2 mars 2004.

ARTICLE 2

Le Règlement C/REG.26/12/03 autorisant le maintien provisoire en fonction du Directeur Général et du Directeur Général Adjoint de l'Organisation Ouest Africaine de la Santé, est abrogé.

ARTICLE 3

Le présent Règlement sera publié par le Secrétariat Exécutif dans le Journal Officiel de la Communauté dans les trente (30) jours de la date de sa signature par le Président du Conseil des Ministres. Il sera également publié par chaque Etat membre, dans son Journal Officiel, dans le même délai que dessus.

FAIT A ABUJA, LE 17 JUILLET 2004

POUR LA CONSEIL LE PRESIDENT

DR. KOFI KONADU APRAKU

REGLEMENT C/REC.9/07/04 PORTANT AMENDEMENT DE LA VERSION ANGLAISE DE L'ARTICLE 2 DU REGLEMENT C/REG.1/9/03 ADOPTANT DES MESURES SUSCEPTIBLES DE RENDRE EFFECTIVE, DE FACILITER ET D'ACCELERER L'APPLICATION DU PRELEVEMENT COMMUNAUTAIRE

LE CONSEIL DES MINISTRES,

VU les articles 10, 11 et 12 du Traité de la CEDEAO portant création du Conseil des Ministres et définissant sa composition et ses fonctions ;

VU l'Article 70 du Traité suivant lequel le prélèvement communautaire constitue le principal mécanisme de financement des budgets ordinaires de la Communauté et de ses Institutions ;

VU le Protocole A/P1/7/96 relatif aux conditions d'application du prélèvement communautaire ;

VU le Règlement C/REG.1/9/03 portant adoption de mesures susceptibles de rendre effective, faciliter et accélérer l'application du prélèvement communautaire ;

CONSIDERANT que le prélèvement communautaire vise entre autres, à alléger la charge financière des Etats membres que constituait le paiement des contributions aux budgets des Institutions de la Communauté;

CONSIDERANT qu'en édictant le Règlement C/REG.1/9/03 ci-dessus visé, le Conseil des Ministres a voulu prendre en considération à la fois, la nécessité de doter les Institutions de la Communauté des ressources financières suffisantes pour garantir leur fonctionnement efficace et le souci d'aider les Etats membres à résoudre leurs difficultés financières passagères ;

CONSIDERANT que la lettre et l'esprit de la version française de l'article 2 du Règlement précité permettent de mieux atteindre la réalisation des objectifs ci-dessus rappelés;

CONSIDERANT que pour permettre l'application correcte du Règlement C/REG.1/9/03 dans l'ensemble des Etats membres, il s'avère nécessaire de rendre la version anglaise de l'article 2 de ce texte conforme, à sa version française;

DESIREUX d'aligner l'article 2 de la version anglaise du Règlement C/REG.1/9/03 sur celui de la version

française et d'amender la version anglaise dudit reglement à cet effet ;

SUR RECOMMANDATION de la trente-et-unième réunion de la Commission de l'Administration et des Finances, tenue à Abuja du 12 au 14 juillet 2004.

EDICTE

ARTICLE 1ER

L'article 2 de la version anglaise du Règlement C/REG.1/9/03 du 2 septembre 2003 portant adoption de mesures susceptibles de rendre effective, faciliter et accélérer l'application du prélèvement communautaire, est amendé et aligné sur la version française de la même disposition, pour être désormais lu comme suit :

- « 1. The Executive Secretariat shall refund whatever amounts may be outstanding in favour of those Member States which were up to date in their contributions, including contributions to the capital base of the ECOWAS Bank for Investment and Development (EBID), as at 1st July, 2003.
- 2. Member States which, between 1st January and 20th June 2003, have paid their contributions for the current financial year inclusive, shall be entitled to a refund of the total amount contributed, from the amount collected as Community Levy and transferred into the ECOWAS account at the Central Bank between 1st July and 31st December, 2003. »

ARTICLE 2

Le présent Règlement sera publié par le Secrétariat Exécutif dans le Journal Officiel de la Communauté dans les trente (30) jours de la date de sa signature par le Président du Conseil des Ministres. Il sera également publié par chaque Etat membre, dans son Journal Officiel, dans le même délai que dessus.

FAIT A ABUJA, LE 17 JUILLET 2004

POUR LA CONSEIL LE PRESIDENT

DR. KOFI KONADU APRAKU

REGLEMENT C/REG.10/07/04 AUTORISANT LES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE LA COMMUNAUTE «COOPERS, LYBRAND & DIÈYE» A CONSERVER LEUR MANDAT AU DELA DU TERME DU 30 JUIN 2004

LE CONSEIL DES MINISTRES,

VU les articles 10, 11 et 12 du Traité de la CEDEAO portant création du Conseil des Ministres et définissant sa composition et ses fonctions ;

VU l'article 75 du Traité relatif à la nomination du Commissaire aux Comptes;

VU la Décision A/DEC.6/12/99 portant nomination du cabinet Coopers, Lybrand & Dièye en qualité de Commissaire aux Comptes des Institutions de la Communauté;

VU la Décision C/AHSG/DEC 1/2/2000 du 26 février 2000 portant confirmation de la nomination du cabinet Coopers, Lybrand & Dièye en qualité de Commissaire aux Comptes des Institutions de la Communauté:

VU le contrat entre la CEDEAO et le cabinet Coopers, Lybrand & Dièye du 26 février 2000, relatif aux conditions de prestations de service du Commissaire aux Comptes des Institutions de la Communauté:

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article 75 du Traité ci-dessus visé, le Commissaire aux Comptes est nommé pour période de deux ans renouvelables deux fois seulement pour deux autres périodes de deux ans:

CONSIDERANT le Règlement C/REG.27/12/03 autorisant les Commissaires aux Comptes de la Communauté «Coopers, Lybrand et Dièye» à conserver leur mandat au-delà du 31 décembre 2003;

CONSIDERANT que le mandat actuel des Commissaires aux Comptes expire le 30 juin 2004;

SUR RECOMMANDATION du Secrétariat Exécutif,

EDICTE

ARTICLE 1^{ER}

Les Commissaires aux Comptes des Institutions de la Communauté «Coopers, Lybrand & Dièye»

conservent leur mandat au-delà de la date de son expiration officielle, en attendant une recommandation du Conseil pour le renouvellement de leur nomination.

ARTICLE 2

Le présent Règlement sera publié par le Secrétariat Exécutif dans le Journal Officiel de la Communauté dans les trente (30) jours de la date de sa signature par le Président du Conseil des Ministres. Il sera également publié par chaque Etat membre, dans son Journal Officiel, dans le même délai que dessus.

FAIT A ABUJA, LE 17 JUILLET 2004

POUR LA CONSEIL LE PRESIDENT

DR. KOFI KONADU APRAKU